



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
BP60723
41007 Blois

Parçay-meslay, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Aalberts Surface Technologies

Chemin des Roses
41170 Cormenon

Références : 2026-21
Code AIOT : 0010001766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement Aalberts Surface Technologies implanté Chemin des Roses 41170 Cormenon. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aalberts Surface Technologies
- Chemin des Roses 41170 Cormenon
- Code AIOT : 0010001766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Aalberts Surface Technologies (AST) exploite des installations de traitement de surface des métaux, sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2005-276-10 du 3 octobre 2005 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2016. L'établissement est classé SEVESO Bas.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Sécurité/sûreté
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
2	Rubrique 4110.1	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
3	Rubrique 4441	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	/	Demande d'action corrective	30 jours
5	Rubrique 4440	Arrêté Préfectoral du 22/12/2006, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
9	Surveillance des rejets	AP Complémentaire du 22/12/2016, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne	AP Complémentaire du 22/12/2016, article 3.1.6.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Politique de prévention des risques majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
13	Actions à mettre en oeuvre suite RETEX incendie 2024	AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rubrique 4130	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Gestion des déchets liés à l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Investigations post-sinistre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
15	Gestion des pollutions – secteur sud	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 14 mars 2025, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas porté à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation et avec tous les éléments d'appréciation, les travaux en cours sur le site (<i>pour rappel : travaux de construction d'un nouveau bâtiment de 1 800 m², dont les étapes de terrassement, évacuation de terre, coulage de fondations, coffrage et dévoiement de réseaux avaient déjà été effectuées</i>).</p> <p>Il était également attendu, suite à la visite du 14 mars 2025, que l'exploitant précise comment ont été gérées les terres potentiellement polluées dans le cadre du terrassement réalisé et qu'il justifie que les investigations complémentaires demandées au travers du courrier préfectoral du 28 février 2025 puissent être mises en œuvre malgré les travaux de terrassement en cours. <u>Ces éléments ont été traités lors de la visite d'inspection du 3 avril 2025.</u></p> <p>Une réunion bipartite (Exploitant ; Inspection) a été réalisée le 5 mai 2025 pour le projet d'extension du site (construction d'un nouveau bâtiment destiné à accueillir une nouvelle ligne de production automatisée, des espaces de bureaux et des locaux sociaux), celle-ci ayant fait l'objet d'un compte-rendu dans lequel les éléments à intégrer au porter à connaissance ont été notifiés.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le formulaire au cas par cas était en cours de finalisation par son bureau d'études. Il a précisé que le cas par cas et le porter à connaissance seront déposés d'ici la fin janvier.</p> <p>Il est à noter que le porter à connaissance de décembre 2023 relatif au remplacement de la ligne de traitement P440 (bâtiment 1bis) par une nouvelle ligne de traitement en lieu et place de l'ancienne station de détoxification a été abandonné par l'exploitant (mail du 6 mai 2024 notifiant que le porter à connaissance est caduc et qu'un nouveau porter à connaissance sera déposé dans</p>

le cadre du nouveau projet). Il ne peut donc être considéré que le projet actuel a été porté à la connaissance du Préfet de Loir-et-Cher.

L'exploitant a précisé que le nouveau bâtiment n'a pas encore été réceptionné, du fait que celui-ci ait une façade ouverte pour la réception et l'installation des chaînes de traitement de surface (bâtiment vu au cours de la visite). Concernant les chaînes de traitement de surface, celles-ci sont arrivées à la mi-décembre 2025 et sont en cours d'assemblage (jusqu'en mars 2026). L'exploitant prévoit une mise en activité pour la rentrée 2026.

Le constat de la visite du 14 mars 2025 est maintenu : l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation et avec tous les éléments d'appréciation, les travaux en cours sur le site. L'exploitant s'est engagé à déposer son cas-par-cas associé au porter à connaissance pour fin janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Rubrique 4110.1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Rubrique 4110.1 : Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.

1. Substances et mélanges solides.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t (DC)

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2024, le constat relatif au dépassement de la quantité

totale déclarée de substances classables (0,29 tonne) au titre de la rubrique 4110.1 a été réitéré (constat initial du 12 février 2024). Il était attendu de l'exploitant qu'il s'assure de respecter la quantité déclarée ou de demander une modification de la quantité totale.

Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance est prévu pour le mois de mars 2025 suite à la conception de la nouvelle chaîne en remplacement du bâtiment 4 incendié. Il a précisé que la définition des installations est encore en cours.

Lors de la réunion bipartite du 5 mai 2025 (cf. constat n°1), la quantité demandée dans le cadre de la situation future du site (construction) a été notifiée : un changement de régime (déclaration → autorisation) au titre de la rubrique 4110.1 est prévu (passage de 290 kg à 1,71 tonnes).

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le porter à connaissance était en cours de finalisation et devrait être transmis d'ici la fin janvier (cf. constat n°1).

L'état des stocks (au 7 janvier 2026) a été consulté en cours de visite : 0,479 tonne de substances sur site relevant de la rubrique 4110.1 y est renseignée. Il est à noter que le site est soumis à déclaration pour une quantité de 0,29 tonne. Une demande de modification est prévue dans le cadre du futur porter à connaissance (tel qu'indiqué lors de la réunion du 05/05/2025).

Le constat initial du 12 février 2024 est maintenu : la quantité totale déclarée de substances classables au titre de la rubrique 4110.1 est dépassée. L'exploitant veillera à ce que la modification correspondante soit notifiée dans le porter à connaissance dont le dépôt est prévu fin janvier 2026 (cf. constat n°1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Rubrique 4441

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration Seveso

Prescription contrôlée :

Rubrique 4441 : Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

<p>1. Supérieure ou égale à 50 t (A-3)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2024, le constat relatif au dépassement de la quantité totale prescrite de substances classables (0,15 tonne) au titre de la rubrique 4441 a été réitéré (constat initial du 12 février 2024). Il était attendu de l'exploitant qu'il s'assure de respecter la quantité déclarée ou de demander une modification de la quantité totale.</p> <p>Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance est prévu pour le mois de mars 2025 suite à la conception de la nouvelle chaîne en remplacement du bâtiment 4 incendié. Il a précisé que la définition des installations est encore en cours.</p> <p>Lors de la réunion bipartite du 5 mai 2025 (cf. constat n°1), la quantité demandée dans le cadre de la situation future du site (construction) a été notifiée : aucun changement de régime n'aura lieu (passage de 150 kg à 1,887 tonne).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le porter à connaissance était en cours de finalisation et devrait être transmis d'ici la fin janvier (cf. constat n°1).</p> <p>L'état des stocks (au 7 janvier 2026) a été consulté en cours de visite : 0,218 tonne de substances sur site relevant de la rubrique 4441 y est renseignée. Il est à noter que la quantité maximale prescrite est de 0,15 tonne (annexe de l'arrêté du 22/12/2016), celle-ci est donc dépassée. Une demande de modification est prévue dans le cadre du futur porter à connaissance (tel qu'indiqué lors de la réunion du 05/05/2025).</p> <p><u>Le constat initial du 12 février 2024 est maintenu : la quantité totale prescrite de substances classables au titre de la rubrique 4441 est dépassée. L'exploitant veillera à ce que la modification correspondante soit notifiée dans le porter à connaissance dont le dépôt est prévu fin janvier 2026 (cf. constat n°1).</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Rubrique 4130 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</u> 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2024, le constat relatif au dépassement de la quantité totale autorisée de substances classables (18,5 tonnes) au titre de la rubrique 4130 a été réitéré (constat initial du 12 février 2024). Il était attendu de l'exploitant qu'il demande une régularisation des quantités autorisées au titre de la rubrique 4130, notamment du fait du reclassement de l'acide nitrique. Il était également attendu qu'il justifie des quantités d'acide nitrique stockées avant et après le reclassement du produit.</p> <p>Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance est prévu pour le mois de mars 2025 suite à la conception de la nouvelle chaîne en remplacement du bâtiment 4 incendié. Il a précisé que la définition des installations est encore en cours.</p> <p>Lors de la réunion bipartite du 5 mai 2025 (cf. constat n°1), la quantité demandée dans le cadre de la situation future du site (construction) a été notifiée : passage de 18,5 tonnes à 37,93 tonnes.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le porter à connaissance était en cours de finalisation et devrait être transmis d'ici la fin janvier (cf. constat n°1).</p> <p>L'état des stocks (au 7 janvier 2026) a été consulté en cours de visite : 5,151 tonnes de substances sur site relevant de la rubrique 4130.2 y est renseignée (dont 3,536 tonnes d'acide nitrique). Il est à noter que le site est soumis à autorisation pour une quantité de 18,5 tonnes : celle-ci est donc respectée au jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a expliqué que la différence de quantité (23,85 tonnes au 08/08/2024 et 5,151 tonnes au 07/01/2026) est liée au fait qu'en octobre 2024, les produits liés au bâtiment 4 (ayant subi l'incendie en février) étaient encore présents sur site.</p>

Concernant la quantité d'acide nitrique stockée avant son reclassement, l'exploitant a indiqué avoir changé de logiciel de gestion des stocks et ne pas pouvoir avoir d'éléments précis sur la quantité. A partir de la consommation annuelle retrouvée, une quantité de 12 tonnes d'acide nitrique a été extrapolée.

L'exploitant veillera à ce que la modification envisagée (si toujours d'actualité) concernant la rubrique 4130.2 (cf. réunion bipartie du 05/05/2025) soit notifiée dans le porter à connaissance dont le dépôt est prévu fin janvier 2026 (cf. constat n°1).

La quantité totale autorisée de substances classables au titre de la rubrique 4130.2 n'est pas dépassée. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rubrique 4440

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2006, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration SEVESO

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Rubrique 4440 : Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 50 t- A
2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t - D

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2024, le constat relatif à la nécessité de vérifier le classement de l'hypochlorite de sodium (4440 ou 4441) présent sur site a été réitéré (constat initial du 27 mai 2024). Il était également attendu de l'exploitant qu'il s'assure de respecter la quantité maximale prescrite au titre de la rubrique 4440 ou procéder à une demande de modification avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que la réactualisation des quantités sera réalisée dans le porter à connaissance prévu pour le mois de mars 2025.

Lors de la réunion bipartie du 5 mai 2025 (cf. constat n°1), la quantité demandée, pour la rubrique

4440, dans le cadre de la situation future du site (construction) a été notifiée : changement de régime (non classé → déclaration) avec un passage de 0,34 tonne à 10,063 tonnes.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le porter à connaissance était en cours de finalisation et devrait être transmis d'ici la fin janvier (cf. constat n°1).

L'état des stocks (au 7 janvier 2026) a été consulté en cours de visite : 0,827 tonne de substances sur site relevant de la rubrique 4440 y est renseignée. Il est à noter que la quantité maximale prescrite est de 0,34 tonne (annexe de l'arrêté du 22/12/2016), celle-ci est donc dépassée. Une demande de modification est prévue dans le cadre du futur porter à connaissance (tel qu'indiqué lors de la réunion du 05/05/2025).

Il est à noter que lors de l'état des stocks au 7 janvier 2026, l'hypochlorite de sodium n'était pas recensé au titre de la rubrique 4440. L'exploitant a indiqué que cela est dû au fait qu'il n'y avait plus de stock présent sur site au jour de l'inspection.

Concernant le classement au titre de la rubrique 4440 ou 4441 de l'hypochlorite de sodium, l'exploitant a indiqué que, bien que l'hypochlorite soit réceptionné sous forme liquide, il était classé sous la rubrique 4440 du fait de la présence de nombreuses impuretés dans le produit. L'exploitant a souhaité justifier son positionnement via la FDS de ce produit. La FDS du 21/11/2024 a été consultée en cours de visite et l'exploitant s'est rendu compte que la mention de risque justifiant son classement en tant que substance comburante n'était plus notifiée. Il conviendra que l'exploitant se rapproche de son fournisseur pour confirmer ce changement afin de pouvoir le prendre en compte, le cas échéant, dans son futur porter à connaissance.

Le constat de la visite du 27 mai 2024 est maintenu : la quantité totale prescrite de substances classables au titre de la rubrique 4440 est dépassée. L'exploitant veillera à ce que la modification correspondante soit notifiée dans le porter à connaissance dont le dépôt est prévu fin janvier 2026 (cf. constat n°1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire ...)
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ..)
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 14 mars 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter un plan à jour faisant figurer l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 3.1.4 sus-visé (*pour rappel, plan consulté en visite ne faisant pas apparaître les 2 bassins de collecte des eaux pluviales et le point de rejet dans le cours d'eau puis plan transmis post-visite non daté ni légendé*).

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, le plan des réseaux, du 11 janvier 2021 a été présenté par l'exploitant. Il a indiqué que c'était le dernier plan mis à jour. Ce plan est légendé et identifie notamment :

- le réseau d'adduction d'eau,
- le réseau d'eaux usées,
- le réseau d'eaux pluviales,
- les regards du réseau d'eaux pluviales et du réseau des eaux usées,
- les vannes EP et AEP,
- le bassin incendie,
- l'ancienne station d'épuration.

Certains éléments ne sont pas représentés : point de rejet dans le ruisseau ; bassin de stockage de 170 m3 pour les eaux pluviales (porter à la connaissance le 17/03/2025) ...

Il est à noter que le plan a été réalisé en 2021 et n'est donc pas à jour (bâtiment 4 incendié, nouveau bâtiment en cours de construction).

Le constat de la visite d'inspection du 14 mars 2025 est maintenu : le plan des réseaux n'est pas à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de toitures des bâtiments 2, 3 et 4 de l'aire de dépotage des produits chimiques et des réactifs, du parc à acides, du stockage des produits usés et du parking. Elles sont collectées au niveau du bassin extérieur de 100 m3 puis elles sont analysées avant d'être rejetées dans la Grenne, si elles sont conformes aux dispositions de l'article 3.1.16.3.1 ; ou traitées dans la station de détoxification du site, le cas échéant.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13 mars 2025, l'exploitant n'avait pas su justifier que les eaux pluviales sont analysées avant d'être rejetées dans la Grenne si elles sont conformes aux dispositions de l'article 3.1.6.3.1 ; ou traitées dans la station de détoxification du site, le cas échéant. Il était attendu de l'exploitant qu'il transmette à l'inspection l'enregistrement de la station automatique d'analyse à compter du 9 mars 2025 et les résultats des analyses manuelles des eaux pluviales réalisées après déconnexion de la station automatique d'analyse jusqu'au jour de l'inspection.

Par courriels du 14 mars 2025 et 20 mars, l'exploitant avait transmis une extraction de l'enregistrement des données issues de la station (du 10/03/2025 au 14/03/2025) ainsi qu'un tableau relatif aux analyses avant rejet.

Par courrier du 17 mars 2025, l'exploitant a informé le Préfet de Loir-et-Cher de la modification de la gestion des eaux pluviales du site : 1) Collecte des eaux pluviales via le réseau de canalisation, 2) Passage par un poste de relevage avec transfert vers une nouvelle bache de stockage dans le bassin de 170 m3, 3) analyse préalable des eaux (pH et résistivité) avant tout rejet vers le milieu naturel et 4) Rejet contrôlé via un déclenchement manuel et volontaire. Il a été précisé qu'en cas

de détection de pollution dans le bassin de stockage des eaux pluviales, celles-ci seront transférées pour leur prise en charge par la station.

Par courrier du 2 avril 2025, la Préfecture de Loir-et-Cher a donné acte des modifications relatives à la gestion des eaux pluviales.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, le tableau de suivi des analyses des eaux pluviales a été consulté. Ce tableau permet de consigner la date et l'heure d'analyse, le lieu de prélèvement, le volume rejeté ainsi que les résultats des paramètres mesurés.

Depuis la modification de la gestion des eaux pluviales, les eaux pluviales ont fait l'objet d'analyses avant rejet en mars (13, 24 et 28), avril (14), mai (26, 27 et 28), juin (2, 7, 12, 26), juillet (6, 20, 21, 23), août (1er, 20, 29 et 31), septembre (1er, 2, 4, 10, 11, 12, 15), octobre (29), novembre (1er, 6, 10, 13, 14, 19, 25) et décembre 2025 (5, 6, 7, 19).

Ces analyses ont notamment mis en avant une non-conformité pour le chrome le 5 et 6 décembre (0,039 et 0,039 mg/L mesurés pour une VLE de 0,01 mg/L). Concernant ces deux dépassements, il est notifié que les eaux pluviales ont été dirigées vers la station pour traitement.

L'exploitant a précisé que les prélèvements et analyses sont effectués sur site. Il est à noter que selon le Guide de mise en oeuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE (version février 2022), le programme de surveillance peut être réalisé en intégralité par l'exploitant à condition de disposer "*de procédures nécessaires à assurer la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage et de mesures de débit et des enregistrement démontrant leur adéquation*". Un ensemble d'éléments doit être tenu à la disposition de l'Inspection.

Par ailleurs, les paramètres mesurés pour les eaux pluviales (avant rejet) sont le pH, la conductivité, le chrome et le cyanure. Comme indiqué ci-dessus, si les eaux pluviales présentent un dépassement pour un des paramètres mesurés, elles sont dirigées vers la station pour traitement sinon elles sont rejetées directement dans le milieu naturel. Au vu de l'article 3.1.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, les eaux pluviales potentiellement polluées font partie du point de rejet n°4 qui doit respecter un ensemble de valeurs limites d'émissions dont les MES, DCO, DBO5, HCT, métaux ... Ces paramètres ne font pas l'objet de mesures.

La fiabilité et la reproductibilité de la méthodologie de prélèvement et d'analyse effectuée par l'exploitant doivent être justifiées. Pour ce faire, l'exploitant transmettra les éléments visés au point 1.2.1 du Guide de mise en oeuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE.

Les analyses effectuées ne permettent pas de certifier que les eaux pluviales potentiellement polluées respectent les valeurs limites d'émissions fixées pour le point de rejet n°4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.1.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

[...]Les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de chaque filière de traitement des effluents sont mesurés en continu avec asservissement à une alarme. En cas de dépassement de valeurs prédéfinies, ces alarmes doivent permettre l'arrêt immédiat du rejet final. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 14 mars 2025, il avait été constaté que les paramètres permettant de s'assurer de qualité des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel ne sont pas mesurés en continu avec asservissement à une alarme (pour rappel : la conduite de rejet des eaux pluviales était équipée d'une station de mesure automatique avec asservissement à une alarme mais celle-ci avait été déconnectée dans le cadre des travaux de construction d'un nouveau bâtiment).

Par courrier du 17 mars 2025, l'exploitant a informé le Préfet de Loir-et-Cher de la modification de la gestion des eaux pluviales du site avec notamment la suppression du rejet continu des eaux pluviales vers le ruisseau La Grenne pour passer sur un déclenchement manuel et volontaire (après analyses). Cette évolution a fait l'objet d'un courrier préfectoral donnant acte de la modification le 2 avril 2025.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué prévoir la remise en place de l'asservissement, pour les eaux pluviales, vers la mi-2026. Actuellement, les eaux pluviales sont rejetées par bâchées après analyse.

Il conviendrait que l'exploitant détaille dans son futur porter à connaissance (cf. constat n°1) les modalités de gestion des eaux pluviales du site après construction du nouveau bâtiment.

Les eaux pluviales ne sont plus rejetées en continu dans le milieu naturel. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2016, article 3.1.6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets et les périodicités des mesures d'autosurveillance à respecter : Cf tableau AP

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, le tableau "Suivi Analyses Station" a été consulté. La conformité aux valeurs limites d'émissions est abordée au point de constat n°10.

Le tableau permet de tracer les mesures suivantes : débit journalier en sortie de station ; analyses 24h pour les métaux et les MES ; suivi toutes les 3 heures du cyanure et du chrome ; suivi journalier de la DCO ...

Un prélèvement hebdomadaire moyen est également effectué et transmis pour analyses au laboratoire SYPAC (transmis lors des déclarations GIDAF) . Les paramètres mesurés sont ceux du deuxième tableau de l'article 3.1.6.3.1.

Il est à noter que le premier tableau présent à l'article 3.1.6.3.1 prescrit également une surveillance (trimestrielle ou annuelle) par un laboratoire agréé pour les paramètres AOX ; 4 para-nonylphénol ; Di(2-éthyl-hexylphtalate) ; antracène; 1,4 dichlorobenzène ; 1,2,3 trichlorobenzène ; argent ; mercure ; arsenic et tributylphosphate.

Ces paramètres ne font pas partie des paramètres analysés par le laboratoire SYPAC et ne sont également pas tracés dans le tableau de suivi.

Le respect des fréquences de mesures des paramètres visés ci-dessus est à justifier, en transmettant les rapports d'analyses 2025 correspondants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Respect des VLE en concentration des rejets de la STEP interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2016, article 3.1.6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets et les périodicités des mesures d'autosurveillance à respecter : Cf tableau AP

Constats :

Rappel du contexte : Par arrêté préfectoral du 1er octobre 2018, l'exploitant a été mis en demeure de respecter, sous un délai de 8 mois, les valeurs limites en concentration et flux notifiées aux tableaux de l'article 3.1.6.3.1 avant rejet dans le milieu récepteur considéré. Suite à la visite d'inspection du 29 novembre 2021 où le non respect de la mise en demeure du 1er octobre 2018 a été constaté (non respect des VLE en concentration et/ou en flux pour plusieurs paramètres : nickel, fer, phosphore total ...), la société AALBERTS a été rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 50€/jour jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, par arrêté préfectoral du 25 mai 2022. Plusieurs liquidations partielles ont été actées depuis (AP du 13/03/2023, AP du 17/08/2023, AP du 06/08/2024).

Lors des visites d'inspection précédentes (14 mars et 3 avril 2025), il avait été constaté que les eaux industrielles rejetées au milieu naturel présentaient des dépassements ponctuels pour les valeurs limites en concentration et en flux pour le paramètre Chrome VI sur la période du 09/03/2025 au 13/03/2025 ainsi que des dépassements ponctuels de la valeur limite d'émission prescrite en concentration pour le paramètre Fer.

Pour rappel, suite à la visite d'inspection du 3 avril 2025, il avait été proposé de ne pas recouvrir l'astreinte sur la période d'octobre 2024 à avril 2025 du fait que les résultats sur cette période ne mettaient pas en évidence de dépassement en nickel et phosphore (nombreux dépassements avant l'incendie de 2024) ainsi qu'au regard de l'amélioration de la qualité des rejets sur la période, de l'absence d'utilisation du nickel par l'exploitant depuis l'incendie du 24 février 2024, et considérant l'avis de l'agence de l'eau qui avait indiqué à l'exploitant que l'objectif de conformité doit être orienté en priorité sur les paramètres toxiques comme le nickel et le phosphore (les concentrations en fer n'ayant pas les mêmes conséquences sur le milieu aquatique que le nickel ou le phosphore).

Par courrier du 25 juin 2025, l'exploitant a indiqué qu'aucune action n'est envisagée vis-à-vis du dépassement en fer, celui-ci n'étant pas toxique pour le milieu aquatique.

En amont de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'Inspection a consulté les déclarations effectuées pour l'exploitant sur GIDAF (issues des rapports d'analyses par SYPAC) et a constaté les dépassements suivants sur la période d'avril 2025 à novembre 2025 :

- MES : non-respect de la VLE en concentration (10 mg/L) et en flux (2,5 kg) en avril (semaine 15) → concentration maximale mesurée de 19 mg/L pour un flux maximal de 3,458 kg ;
- Indice phénol : non-respect de la VLE en concentration (0,02 mg/L) et/ou en flux (0,005 kg) en juin (30/06), juillet (semaine 27), août (semaine 35), septembre (semaines 36 et 39) et novembre (semaine 48) → concentration maximale mesurée de 0.029 mg/L pour un flux maximal de 0,0061 kg ;
- Fer : non-respect de la VLE en concentration (100 mg/L) et/ou en flux (0,035 kg) en août (semaine 35) → concentration maximale mesurée de 230 mg/L pour un flux maximal de 0,0456 kg.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que le fer utilisé dans le cadre de la station "perturbe" le paramètre Indice Phénol.

L'exploitant a indiqué qu'il prévoit de redéposer une demande de modification des valeurs limites en 2027, après que la nouvelle chaîne de traitement de surface soit mise en activité (*pour rappel, un porter à connaissance avait été transmis le 18 avril 2023 par l'exploitant sollicitant une modification des valeurs limites de rejets aqueux, demande qui avait été retirée par l'exploitant par courrier du 7 janvier 2025*).

Au vu des résultats ci-dessus (absence de dépassement en nickel et phosphore), il est proposé de ne pas recouvrir l'astreinte sur la période d'avril 2025 à novembre 2025.

Le constat des visites précédentes est maintenu : les eaux industrielles rejetées au milieu naturel

présentent des dépassements ponctuels pour les valeurs limites en concentration et en flux (MES, Fer, Indice phénol).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Politique de prévention des risques majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, risques majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2024, le constat relatif à l'absence du document décrivant la politique de prévention des accidents majeurs prévu prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement a été réitéré (constat initial du 27/05/2024). Pour rappel, par courrier de juillet 2024, l'exploitant avait indiqué disposer déjà d'un système de

gestion des risques et des accidents majeurs mais que celui-ci est réparti sur plusieurs documents de gestion. Il précisait qu'il allait rédiger un seul document unique tel que demandé par l'article susvisé.

Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a indiqué qu'une offre par le bureau d'études est en cours de réalisation pour les premiers prélèvements ainsi que les premières analyses en cas d'accident majeur. Une fois l'offre validée, l'exploitant a précisé que le document sera mis à jour et envoyé.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué avoir réceptionné une première version de son bureau d'études, pour les premiers prélèvements environnementaux. Il a précisé que le document devrait être finalisé pour mars 2026.

Le constat de la visite du 27/05/2024 est reporté : l'exploitant ne dispose pas d'un document décrivant sa politique de prévention des accidents majeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Gestion des déchets liés à l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 3.3.5

Thème(s) : Autre, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 3 avril 2025, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas terminé l'évacuation des déchets liés au sinistre dans les filières autorisées (384 m3 d'eaux polluées restant sur le site dont 90 m3 stockées dans 3 rétentions mobiles de 30 m3 présentes sur le site, l'exploitant ayant indiqué que la totalité des eaux polluées présentes sur le site devrait être évacuée d'ici fin avril.).

Par courrier du 25 juin 2025, l'exploitant a indiqué que l'évacuation des déchets était toujours en cours et qu'il faisait face à des difficultés d'évacuation tel que déjà signalées (limitation des évacuations à deux citernes de 25m3 par semaine pour le gestionnaire des centres de traitement).

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué avoir terminé l'évacuation des déchets pollués liés au sinistre de 2024 (dernière évacuation le 29 décembre 2025). Suite à la visite, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets suivants :

- BSD-20250509-QS5NY4SA0 pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 15/05/2025 ;
- BSD-20250509-P7FFNK80N pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 16/05/2025 ;
- BSD-20250515-3AY52MYK6 pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 19/05/2025 ;
- BSD-20250523-2K50WWN4S pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 27/05/2025 ;
- BSD-20250527-4RE440GAN pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 04/06/2025 ;
- BSD-20250711-NS6GNW60Y pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 16/07/2025 ;
- BSD-20250715-MAD2Q48DQ pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 16/07/2025 ;
- BSD-20250711-FQ6RFHXBK pour l'évacuation d'une citerne d'eaux incendie (16 10 01*) acceptée sur l'installation de destination le 17/07/2025 ;
- BSD-20251226-6P7Q6BQYE pour l'évacuation de boues de neutralisation acide cyanure (19 02 05*) acceptée sur l'installation de destination le 29/12/2025.

L'évacuation des déchets liés au sinistre est terminée. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Actions à mettre en oeuvre suite RETEX incendie 2024

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/02/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, rapport accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2025

Prescription contrôlée :

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, [...] un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » transmis par l'inspection des installations classées.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 3 avril 2025, il était attendu que l'exploitant justifie de la finalisation des actions mises en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024. *Pour rappel, le rapport d'accident définitif transmis le 12/03/2025 faisait figurer les actions à mettre en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024 et les échéances associées (certaines d'entre elles ayant déjà effectuées et constatées par l'Inspection)*

Par courrier du 25 juin 2025, l'exploitant a indiqué que l'armoire de sécurité a été installée (photo transmise) et que la mise en place des clapets et des caméras est différée à l'année 2026 pour des contraintes de budget.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, les éléments suivants ont été constatés :

- le capteur de température sur le moteur d'extraction et l'armoire de commande ont été montrés par l'exploitant en cours de visite (il est à noter que le nouveau laveur de gaz, en cours d'installation, n'est pas encore équipé de ces dispositifs) ;
- l'aire de pompage pour le SDIS a été vue (présence de l'enrobé), celle-ci a fait l'objet d'une réception par le SDIS (courrier du 28 mai 2025 : conforme sous réserve du respect des observations).

Concernant les réserves émises par le SDIS (mise en place de panneaux de signalisation, l'exploitant a indiqué que la commandé avait été passée.

Concernant les caméras infrarouges, l'exploitant a montré le bon de commande n°6874 en date

du 20 octobre 2025 pour la mise en place de 25 caméras. Il a précisé que le début de l'installation de ces dispositifs est prévu pour le 26 janvier.

L'exploitant a également montré en cours de visite un ancien devis (décembre 2024) pour les clapets coupe-feu. Il a confirmé que la mise en place de ces clapets est prévu pour 2026.

Le constat de la visite précédente est maintenu : l'exploitant doit finaliser les actions à mettre en œuvre pour tenir compte du retour d'expérience de l'incendie du 24/02/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Investigations post-sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2025

Prescription contrôlée :

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 3 avril 2025, il était attendu que l'exploitant transmette à l'inspection le rapport faisant suite aux investigations complémentaires sur site pour délimiter la zone polluée suite à l'incendie.

Pour rappel, le rapport RAMBOLL (ref : REH2024N02336-RAM-ME- du 13/12/2024, relatif aux investigations post-sinistre (incendie du bâtiment 4), recommandait des investigations complémentaires afin de délimiter les zones polluées dans les sols. Une fois l'étendue de la zone impactée connue, il était attendu de l'exploitant qu'il propose des mesures de gestion associées.

Par courrier du 25 juin 2025, l'exploitant a indiqué que cela était en cours auprès du bureau d'études RAMBOLL mais que des difficultés d'intervention étaient présentes du fait de la coactivité en lien avec les travaux de construction de la nouvelle chaîne.

Par courrier du 30 juillet 2025, la Préfecture de Loir-et-Cher a demandé à l'exploitant de lui transmettre le rapport correspondant aux investigations complémentaires, si celui-ci était prêt.

Aucun rapport relatif aux investigations complémentaires relatives à la délimitation de la zone polluée suite à l'incendie n'a été transmis à l'Inspection suite aux courriers du 25 juin et 30 juillet 2025.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué avoir réceptionné le rapport relatif aux investigations environnementales post-sinistre. Ce rapport (référéncé REH2025N03068-RAM-RP-00001 d'octobre 2025) a été transmis en cours de visite à l'Inspection.

Le bureau d'études RAMBOLL a rappelé dans son rapport que l'objectif de ces investigations complémentaires était de délimiter les impacts (notamment autour du sondage Si03 présentant les concentrations els plus élevées) dans les sols. Pour ce faire, 10 sondages complémentaires ont été réalisés (sur 4 profondeurs d'échantillonnage) et les paramètres suivants ont été analysés : 8 métaux, bore, étain et paramètres complémentaires sur certaines échantillons (pack ISDI, COHV, cyanures).

Les analyses ont mis en évidence que les concentrations les plus importantes en métaux se trouvent dans les tranches superficielles du sol, entre 0 et 5 cm (et dans une moindre mesure entre 5 et 30 cm). Les concentrations importantes en nickel mesurées en Si03 n'ont pas été retrouvées.

Suite à la réalisation d'un schéma conceptuel, le bureau d'études RAMBOLL ne recommande pas de mesure de gestion complémentaire (compte tenu de l'usage limité de la zone et des concentrations mesurées). Il est seulement indiqué que la gestion de l'impact identifié en PCE (Si21) devra être intégré aux travaux réalisés dans le cadre de la gestion de la pollution du secteur Sud (cf. constat n°14).

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport faisant suites aux investigations complémentaires post-incendie. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse de l'état des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2025
Prescription contrôlée : <p>Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de son site et sur les milieux, la société AALBERTS (ex DEC) réalise un diagnostic environnemental et un état des lieux du site et de ses environs immédiats comportant à un minima les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...) ;• une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ;• Des campagnes de mesures sur le terrain (sur site et hors site), visant à déterminer la nature et la teneur en polluants dans les milieux et l'extension des zones impactées, complété en tant que de besoin par des modélisations. La société AALBERTS (ex DEC) proposera dans un document intermédiaire un programme d'investigations complémentaires à réaliser. Ce document précisera et justifiera notamment le nombre et les caractéristiques (profondeur, nappe captée, localisation,...) des nouveaux piézomètres à mettre en place et des prélèvements de sol, le cas échéant. <p>Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Suite à la visite d'inspection du 3 avril 2025, il était attendu que l'exploitant transmette à l'inspection les mesures de gestion proposées associées au diagnostic environnemental et d'état des lieux du site et de ses environs immédiats, lié à la pollution historique zone sud (l'exploitant ayant indiqué en visite que le plan de gestion était en cours de rédaction par son bureau d'études et serait présenté à l'inspection d'ici la fin du premier semestre 2025.)</p> <p><i>Pour rappel, le rapport RAMBOLL (Référéncé REH2024N02368-RAM-RP- Janvier 2025) concluait que Les investigations complémentaires de la zone Sud ont ainsi permis de délimiter verticalement l'impact en COHV dans les sols et les eaux souterraines. Cette délimitation permettra la réalisation d'un Plan de Gestion plus adapté ciblant la zone à traiter de manière plus précise. La délimitation de l'extension horizontale de l'impact, de par les contraintes techniques (présence de réseaux enterrés au droit du chemin des roses), n'est cependant pas établie vers l'est au niveau de la bordure sud-est du site."</i></p>

Par courrier du 25 juin 2025, l'exploitant a indiqué que le plan de gestion était en cours de rédaction auprès de son prestataire RAMBOLL.

Aucun plan de gestion relatif à la pollution historique de la zone sud n'a été transmis à l'Inspection des installations classées suite au courrier du 25 juin 2025.

Lors de la visite d'inspection du 8 janvier 2026, l'exploitant a indiqué avoir réceptionné le plan de gestion établi par son prestataire RAMBOLL. Il a précisé vouloir échanger avec RAMBOLL au vu des mesures de gestion établies dans le plan de gestion. Le plan de gestion (référéncé REH2024N02368-RAM-RP-2 d'août 2025) a été transmis en cours de visite à l'Inspection.

Le plan de gestion fera l'objet d'une instruction spécifique par l'Inspection.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite